

## Intégration du Cerrado dans la coopération internationale et les fonds mondiaux pour l'environnement

RAPPELANT que dans plus de 30 pays de par le monde, les écosystèmes semi-forestiers ou non forestiers couvrent environ 25% de la surface terrestre de la planète et revêtent une importance capitale pour garantir aux générations présentes et futures des moyens de subsistance durables ;

CONSTATANT que, dans un contexte de surveillance internationale, des efforts importants sont déployés pour conserver les forêts tropicales, mais que la destruction des savanes progresse à pas de géant et qu'il faut remédier au manque de financement et d'attention accordé à la conservation du Cerrado ;

NOTANT que le Cerrado est mal protégé (8,26%), ce qui est loin d'atteindre l'objectif d'Aichi, et qu'environ 50% de la couverture végétale endémique du Cerrado a disparu en raison des changements intervenus dans l'utilisation des terres, principalement pour subvenir aux besoins de l'élevage et de l'agriculture ;

CONSIDÉRANT la faiblesse de la gouvernance environnementale et l'importance accrue accordée au biome amazonien et à d'autres systèmes forestiers dans les mécanismes de contrôle des marchés internationaux et les réglementations applicables à la chaîne d'approvisionnement ;

SOULIGNANT que des investissements substantiels sont nécessaires pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la perte de biodiversité et du changement d'affectation des terres, promouvoir la remise en état durable des zones dégradées et la restauration de la végétation endémique, et pour créer un environnement propice à des pratiques durables ;

SACHANT qu'il est impératif de combler les lacunes flagrantes des modèles politiques et financiers internationaux appliqués aux savanes afin de maintenir les fonctions des écosystèmes tropicaux non forestiers qui sont vitales en termes environnemental, économique et social ;

RECONNAISSANT que le Cerrado - qui s'étend sur plus de 2 millions de kilomètres carrés au Brésil, au Paraguay et en Bolivie - est le deuxième biome intégral d'Amérique latine de par sa taille, la savane la plus riche en biodiversité de la planète, et qu'il fournit des services écosystémiques essentiels comme l'approvisionnement en eau, la régulation du climat et la production alimentaire ;

AYANT À L'ESPRIT les contributions essentielles des communautés locales, notamment des populations traditionnelles et autochtones, ainsi que d'autres formes de protection environnementale et sociale, au maintien de ces fonctions vitales des écosystèmes ; et

SOULIGNANT qu'il n'existe toujours pas de mécanisme financier spécifique pour soutenir les stratégies de conservation et de restauration du Cerrado, mais uniquement des modalités de financement différentes qui doivent être négociées pour chaque phase avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et qui sont d'un accès difficile pour les acteurs locaux ;

### Le Congrès mondial de la nature 2020 de l'UICN, lors de sa session à Marseille, France :

PRIE le Directeur général de :

- a. recommander aux gouvernements de la Bolivie, du Brésil et du Paraguay de prendre des mesures immédiates pour accroître la représentation du Cerrado dans leurs réseaux d'aires protégées et de promouvoir des stratégies et des mécanismes d'aménagement du territoire susceptibles de sauvegarder l'intégrité écologique du biome à long terme ;
- b. inviter la Commission européenne et les États membres de l'Union européenne (UE) à intégrer les écosystèmes semi-forestiers ou non forestiers dans le champ d'application de la communication de l'UE (2019) : « Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète », le but étant principalement de :
  - i. évaluer les mesures réglementaires et non réglementaires supplémentaires du côté de la demande, afin de garantir des chaînes d'approvisionnement « zéro déforestation », associées aux importations de produits de base au sein de l'UE ;
  - ii. aider les pays partenaires à mettre en œuvre des chaînes de valeur forestières et non forestières durables et promouvoir des bioéconomies durables ; et

iii. développer et mettre en œuvre des mécanismes d'incitation pour permettre aux petits exploitants agricoles de maintenir et de renforcer les services et les produits écosystémiques procurés par une gestion et une agriculture durables ;

c. mobiliser le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (FVC) afin qu'ils :

i. allouent un soutien régulier aux pratiques d'utilisation durable des terres dans le biome du Cerrado dans leurs projets nationaux ;

ii. renforcent les mécanismes de financement, tels que le financement par le Programme de petites subventions (PPS), afin d'atteindre largement les organisations communautaires du Cerrado ; et

iii. promeuvent des mécanismes durables pour catalyser la régénération des écosystèmes et créer des incitations positives à des fins d'investissements dans une gestion durable et dans les chaînes de valeur forestières et non forestières durables, le but étant d'obtenir davantage de financements et d'en augmenter le montant ;

d. encourager le Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques (CEPF) et le Mécanisme spécial de dons (DGM) en faveur des peuples autochtones et des populations locales, ainsi que les autres donateurs publics et privés à :

i. accroître leur soutien au Cerrado, qui est en péril ; et

ii. stimuler les incitations positives à investir dans la gestion durable et dans les chaînes de valeur forestières et non forestières durables ; et

e. mettre en œuvre une stratégie de communication et des approches institutionnelles plus efficaces au sein des réseaux internationaux de la communauté de la conservation dans le but de :

i. reconnaître la grande valeur de la conservation de la biodiversité et de l'endémisme du Cerrado, et l'importance de sa grande capacité d'adaptation aux phénomènes extrêmes tels que les incendies, les sécheresses, les inondations, dans le contexte du changement climatique mondial ;

ii. reconnaître les droits et les capacités des communautés locales et des populations autochtones d'utiliser des produits forestiers non ligneux, en maintenant leurs territoires et les zones qu'elles occupent dans un bon état de conservation ; et

iii. encourager le développement de marchés de produits naturels durables afin de valoriser l'écosystème en tant que source de revenus et patrimoine culturel.